

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 13 mars 2026

Nos réf. : SAU/OS/MT n° 26-121

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection des 14/04/2025, 14/10/2025 et 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOGAZ D'ARCIS

Chemin de l'Enseigne - 10700 ORMES

Code AIOT : 0005704599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 14 avril 2025, 14 octobre 2025 et 24 février 2026 dans l'établissement BIOGAZ D'ARCIS, implanté Chemin de l'Enseigne 10700 ORMES. L'inspection du 24 février 2026 a été annoncée le 20 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 avril 2025, un incendie est survenu sur un tas d'issues végétales stocké à l'ancienne coopérative d'Ormes. Ce sinistre, provoqué par un auto-échauffement, a mis en évidence des risques liés à la gestion des stocks et à la prévention incendie sur le site de BIOGAZ D'ARCIS.

Dans ce contexte, trois visites ont été réalisées :

- **Le 14 avril 2025** : première visite directement liée à l'incendie, pour constater les risques et les mesures immédiates de prévention.
- **Le 14 octobre 2025** : deuxième visite centrée sur la biopile et le suivi administratif général des opérations sur le site.
- **Le 24 février 2026** : troisième visite visant à faire le point sur l'ensemble des observations issues des deux visites précédentes et à vérifier le suivi global des mesures mises en place.

Ces visites avaient pour objectif de vérifier la conformité des installations et des procédures de sécurité, d'évaluer les mesures mises en place pour prévenir la récurrence d'incidents similaires, et d'assurer la protection du personnel, des riverains et de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ D'ARCIS
- Chemin de l'enseigne - 10700 ORMES
- Code AIOT : 0005704599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

BIOGAZ d'ARCIS est une installation de méthanisation par voie solide soumise à autorisation au titre de la rubrique 2781-2 de la nomenclature des installations classées. Elle est autorisée à fonctionner par arrêté préfectoral n°2014307-0001 du 03 novembre 2014. L'installation est également classée IED au titre de la rubrique 3532 pour son activité de traitement de déchets organiques. Sa capacité maximale autorisée est de 192,3 tonnes / jour.

Seul le stockage de matières entrantes en dehors de la plateforme autorisée à cet effet a été contrôlé.

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Eaux souterraines
- Odeur
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46-II	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
3	Réception des matières	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 5	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Gestion des rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19.2	Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
7	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 29/12/2016, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Matières autorisées	AP Complémentaire du 29/12/2016, article 9	Sans objet
5	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/12/2016, article 8	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/11/2014, article 7.3.3	Sans objet
8	Dépollution du tertre de traitement des terres contaminées (biopile)	AP Complémentaire du 03/12/2012, article 6	Sans objet
9	Enlèvement ou élimination des produits dangereux, matières polluantes	AP Complémentaire du 03/12/2012, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1. Site de méthanisation

Le site traite des déchets non dangereux issus de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des collectivités. Les poussières d'oléagineux impliquées dans l'incendie d'avril 2025 sont conformes aux autorisations. Le réseau de surveillance des eaux souterraines est opérationnel, à l'exception du piézomètre Pz7 qui ne permet pas un suivi hydraulique pleinement représentatif.

Non-conformités constatées :

- Stockages d'intrants supérieurs à 10 000 tonnes hors des zones prévues.
- Certains dispositifs de collecte de lixiviats inopérants.
- Formation incendie et RIA non documentée pour l'ensemble du personnel.

2. Ancienne coopérative de déshydratation

Les terres contaminées ont été traitées par redynamisation, homogénéisation, ajout de compost et couverture par bâches. Les opérations ont été réalisées et documentées conformément aux prescriptions, la décontamination étant considérée comme achevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Il a été constaté le stockage d'intrants en dehors de la plateforme autorisée : <ul style="list-style-type: none">• d'une part, sous les bâtiments de l'ancienne coopérative de déshydratation d'Arcis pour lesquels les conditions d'étanchéité et de gestion des effluents ne sont pas conformes (voir constats suivants) ;• d'autre part, dans des boudins étanches sur le terrain adjacent du site de méthanisation, en dehors des limites du site, pour lesquels la gestion des effluents lors de l'opération de désilage reste à démontrer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Matières autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2016, article 9		
Thème(s) : Situation administrative, Liste des déchets admissibles		
Prescription contrôlée :		
L'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2014307-001 du 03 novembre 2014 est abrogé et remplacé par le contenu suivant :		
Le tableau suivant liste les seuls déchets non dangereux admissibles dans le procédé de méthanisation :		
Nature des déchets	Code déchets	Typologie
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	02 01	Végétaux et effluents agricoles, issues de céréales, fumiers bovins, déchets d'abattoirs hygiénisés en amont du site
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	02 02	Déchets IAA (industries agroalimentaires)
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses	02 03	Végétaux IAA, épluchures de légumes
Déchets de la transformation du sucre	02 04	Rebus végétaux IAA, terres de filtration
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	02 05	Lactosérum, déchets d'IAA
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	02 06	Huiles et graisses
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)	02 07	Terres de filtration, déchets liquides d'IAA
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	03 03	Papiers, boues papetières
Loupés de fabrication et produits non utilisés	16 03 06	Déchets IAA, biodéchets
Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport	16 07 99	Graisses
Déchets de compostage	19 05 99	Jus de compostage
Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs	19 08 12 19 08 14	Boues et graisses de STEP d'IAA

Déchets provenant de la régénération d'huiles	19 11 99	Huiles usagées
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs Déchets municipaux y compris les fractions collectées séparément	19 12 01	Papiers et cartons
	20 01 01	Papiers et cartons
	20 01 08	Déchets de cuisine et de cantines biodégradables (déconditionnés et hygiénisés en amont du site)
	20 01 25	Papiers et cartons
Déchets de jardins et de parcs	20 02 01	Déchets verts, boues d'IAA
Autres déchets municipaux	20 03 01 20 03 02 20 03 04 20 03 99	Déchets municipaux et déchets de marchés

Les déchets admis proviennent de l'Aube et des départements limitrophes (Marne, Haute-Marne, Côte-d'Or, Yonne, Seine-et-Marne).

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

Constats :

Le 12 avril 2025, un départ de feu consécutif à un auto-échauffement a affecté un stock de poussières noires.

Une visite a été réalisée le 14 avril 2025. À cette occasion, l'exploitant a indiqué par courriel du 25 avril 2025 que les poussières provenaient d'issues d'oléagineux (tournesol / colza) réceptionnées sur le site et intégrées au procédé de méthanisation.

Une nouvelle visite s'est tenue le 14 octobre 2025, à la suite de laquelle ont été transmis un bon de livraison mentionnant des « issues d'oléagineux » à destination du silo 2, un échange explicatif relatif à l'origine des poussières ainsi qu'un état des stocks au 14 octobre 2025.

Lors de la visite du 24 février 2026, l'exploitant a précisé que les issues d'oléagineux réceptionnées correspondent aux poussières issues du tri et du nettoyage des graines et qu'elles sont rattachées en interne au code 02 01 lors de leur admission dans le procédé. Il a présenté les modalités retenues pour formaliser le lien entre la dénomination commerciale des matières reçues et leur classement réglementaire.

Les éléments transmis et les précisions apportées permettent d'établir que les poussières noires à l'origine de l'événement relèvent d'une catégorie de déchets admise dans le procédé de méthanisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réception des matières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 5												
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles												
Prescription contrôlée : Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.												
Constats : Il a été constaté sur l'emprise de l'ancienne coopérative de déshydratation d'Arcis et à proximité du méthaniseur que certains intrants agricoles sont stockés à l'air libre, sur des dalles non étanches, ce qui ne permet pas la gestion des effluents. <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite du 14 avril 2025, réalisée à la suite de l'incident du 12 avril 2025, il a été constaté la présence de ces stockages d'intrants agricoles à l'air libre. Aucun dispositif formalisé de collecte ou de confinement des jus et lixiviats n'était présenté.• Lors de la visite du 14 octobre 2025, les documents transmis par l'exploitant (plan du site, registre de maintenance, comptes rendus de sécurité) ne faisaient apparaître aucun dispositif identifié pour gérer les effluents sur cette zone. Les stocks étaient maintenus.• Lors de la visite du 24 février 2026, l'exploitant a déclaré que les réseaux existants de collecte des jus ou lixiviats étaient inopérants. Un déstockage progressif était indiqué, mais aucune mesure effective n'était mise en place, laissant subsister un risque réel de pollution.												
<u>Stockage à l'air libre à proximité du méthaniseur</u>												
<table border="1"><thead><tr><th>Localisation</th><th>Matière stockée</th><th>Quantité</th></tr></thead><tbody><tr><td>Entrée du méthaniseur</td><td>Silphie (3 boudins)</td><td>≈ 750 tonnes</td></tr></tbody></table>	Localisation	Matière stockée	Quantité	Entrée du méthaniseur	Silphie (3 boudins)	≈ 750 tonnes						
Localisation	Matière stockée	Quantité										
Entrée du méthaniseur	Silphie (3 boudins)	≈ 750 tonnes										
<u>Stockage à l'air libre sur l'ancienne zone de déshydratation</u>												
<table border="1"><thead><tr><th>Zone</th><th>Matière stockée</th><th>Quantité</th></tr></thead><tbody><tr><td>Zone extérieure</td><td>Silphie</td><td>610 tonnes</td></tr><tr><td>Zone extérieure</td><td>Taupe de sorgho</td><td>2 500 tonnes</td></tr><tr><td>Zone extérieure</td><td>Poussières d'oléagineux (impliquées dans l'incendie)</td><td>Non quantifiée</td></tr></tbody></table>	Zone	Matière stockée	Quantité	Zone extérieure	Silphie	610 tonnes	Zone extérieure	Taupe de sorgho	2 500 tonnes	Zone extérieure	Poussières d'oléagineux (impliquées dans l'incendie)	Non quantifiée
Zone	Matière stockée	Quantité										
Zone extérieure	Silphie	610 tonnes										
Zone extérieure	Taupe de sorgho	2 500 tonnes										
Zone extérieure	Poussières d'oléagineux (impliquées dans l'incendie)	Non quantifiée										
Type de suites proposées : Avec suites												
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription												
Proposition de délais : 12 mois												

N° 4 : Gestion des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 19.2																		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles																		
Prescription contrôlée : Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.																		
Constats : Le sol des bâtiments de l'ancienne coopérative de déshydratation d'Arcis est dégradé et n'assure plus l'étanchéité requise. <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite du 14 avril 2025, réalisée à la suite de l'incident du 12 avril 2025, il a été constaté la présence de stockages d'intrants agricoles sous bâtiment. Aucun dispositif formalisé de collecte ou de confinement des jus et lixiviats n'était présenté, laissant les effluents potentiels directement en contact avec le sol.• Lors de la visite du 14 octobre 2025, les documents transmis par l'exploitant (plan du site, registre de maintenance, comptes rendus de sécurité) ne faisaient apparaître aucun dispositif identifié pour gérer les effluents sur cette zone. Les stocks étaient maintenus.• Lors de la visite du 24 février 2026, l'exploitant a déclaré que les réseaux existants de collecte des jus ou lixiviats étaient inopérants. Un déstockage progressif était indiqué, mais aucune mesure effective n'était mise en place, laissant subsister un risque réel de pollution.																		
Stockage dans les bâtiments sur l'ancienne zone de déshydratation :																		
<table border="1"><thead><tr><th>Zone</th><th>Matière stockée</th><th>Quantité</th></tr></thead><tbody><tr><td>CV1</td><td>Issues de céréales</td><td>1 300 tonnes</td></tr><tr><td>CV2</td><td>Brisures de maïs</td><td>30 tonnes</td></tr><tr><td>CV4</td><td>Ensilage de maïs</td><td>2 850 tonnes</td></tr><tr><td>CV5</td><td>CIVE (orge / triticale)</td><td>2 400 tonnes</td></tr><tr><td>CV6</td><td>Maïs épis</td><td>760 tonnes</td></tr></tbody></table>	Zone	Matière stockée	Quantité	CV1	Issues de céréales	1 300 tonnes	CV2	Brisures de maïs	30 tonnes	CV4	Ensilage de maïs	2 850 tonnes	CV5	CIVE (orge / triticale)	2 400 tonnes	CV6	Maïs épis	760 tonnes
Zone	Matière stockée	Quantité																
CV1	Issues de céréales	1 300 tonnes																
CV2	Brisures de maïs	30 tonnes																
CV4	Ensilage de maïs	2 850 tonnes																
CV5	CIVE (orge / triticale)	2 400 tonnes																
CV6	Maïs épis	760 tonnes																
Type de suites proposées : Avec suites																		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, dépôt de dossier																		
Proposition de délais : 12 mois																		

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2016, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique

Prescription contrôlée :

L'article 7.5.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014307-001 du 03 novembre 2014 est abrogé et remplacé par le contenu suivant :

L'installation est munie d'un ou plusieurs dispositifs de rétentions étanches, éventuellement réalisés par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir à l'intérieur du site le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de maturation.

La rétention du digesteur est d'un volume d'au moins **2580 m³**.

La rétention de la cuve de maturation est d'un volume d'au moins **2900 m³**.

Une membrane étanche et un dispositif de drainage ayant les capacités suffisantes sont mis en place sous la cuve de maturation, la cuve de matières pompables et le digesteur afin de pallier aux éventuelles pertes d'étanchéité, débordements ou ruines de ces cuves.

La ou les aires de rétention sont entièrement closes par un merlon de rétention couvrant l'intégralité de leur périmètre.

Le justificatif du bon dimensionnement des aires de rétention est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un réseau de surveillance permet de suivre l'impact des installations sur la qualité des eaux souterraines.

Ce réseau, qui peut faire partie du réseau de surveillance piézométrique des parcelles épandues défini à l'article 8.1.4, permet de contrôler en amont et en aval des installations l'impact de celles-ci sur la qualité des eaux souterraines.

Les paramètres à surveiller et la fréquence de suivi sont ceux définis à l'article 8.1.4.

L'exploitant définit une procédure écrite permettant d'assurer une vérification à minima hebdomadaire du dispositif de rétention. Les opérations de vérification et de vidange sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à **250 litres**, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, **50 % de la capacité totale des fûts ;**
- dans les autres cas, **20 % de la capacité totale des fûts ;**
- dans tous les cas **800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.**

Constats :

Lors de la visite du 14 avril 2025, l'inspection a examiné les dispositions de l'article 7.5.1.1 de l'Arrêté préfectoral n° 2014307-001 du 03 novembre 2014 relatives à la surveillance de l'impact des installations sur la qualité des eaux souterraines.

Par courrier du 14 avril 2025, l'exploitant a été invité à transmettre les éléments relatifs à ce suivi. Par courriel du 17/04/2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport ANTEA de suivi des eaux souterraines couvrant la période 2020-2023 ;
- les résultats analytiques des campagnes réalisées en 2024.

Réseau de surveillance des eaux souterraines

Le rapport transmis décrit un réseau de surveillance constitué de plusieurs piézomètres implantés au droit du site, notamment Pz1, Pz2, Pz3 et Pz7. Ces ouvrages permettent le suivi de la qualité des eaux souterraines en amont, au droit et en aval du site.

Suivi de la qualité des eaux souterraines par analyses

Les analyses réalisées sur les piézomètres Pz1, Pz2, Pz3 et Pz7 mettent en évidence plusieurs caractéristiques de la qualité des eaux souterraines :

- une minéralisation plus marquée au niveau des piézomètres Pz2 et surtout Pz3, accompagnée de concentrations élevées en ammonium, compatibles avec une possible infiltration d'effluents organiques de type digestats depuis les ouvrages de stockage ;
- des concentrations élevées en nitrates mesurées au niveau du piézomètre Pz7, situé en aval hydraulique du site ;
- la présence d'hydrocarbures au niveau du piézomètre Pz1, situé en amont du site, attribuée à une pollution historique liée à des activités antérieures.

Suivi régulier de la qualité des eaux souterraines

Les documents transmis montrent la réalisation de campagnes de prélèvements et d'analyses en 2024 sur les piézomètres Pz1, Pz2, Pz3 et Pz7, assurant un suivi périodique de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Au vu des éléments transmis, le site dispose d'un réseau de surveillance permettant d'assurer le suivi de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval des installations.

Le rapport ANTEA indique toutefois que le piézomètre aval Pz7 actuellement utilisé n'est pas situé sur l'axe principal d'écoulement de la nappe et recommande, à ce titre, la mise en place d'un nouveau piézomètre en aval hydraulique du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie et dispositifs d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsque celle-ci est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• d'une réserve incendie de 200 m³, maintenue hors gel. Cette réserve dispose de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au Préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve ;• d'un dispositif de sprinklage dans le casier de stockage des issues de céréales ;• le point d'aspiration devra toujours être d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve incendie, en dehors des flux thermiques générés par le risque à défendre, afin de constituer une aire ou une plateforme de stationnement dont la superficie sera telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément. Cette superficie sera au minimum de 32 m² (8 m x 4 m) ;• la distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et le point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres ;• la hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 mètres au-dessous de l'axe de la pompe, avec une immersion de la crépine de 0,80 m au-dessous du niveau le plus bas du plan d'eau ;• conférer un diamètre nominal de 100 mm à la canalisation permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie. Le piquage devra être équipé d'un demi-raccord symétrique type DSP (1/2 raccord sapeurs-pompiers). Les tenons devront être positionnés parallèlement au plan de station des engins de lutte contre l'incendie. La conduite devra être conçue et maintenue hors gel ;• ce point d'aspiration doit être utilisable en tout temps, être accessible à tout moment et signalé par une pancarte inaltérable et visible ;• ces équipements sont réceptionnés dès la mise en fonctionnement des installations par le service d'incendie et de secours. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>

L'exploitant établit un document d'intervention, actualisé autant que besoin, comportant notamment les modalités d'alerte, les modalités d'intervention de son personnel, le cas échéant les modalités d'évacuation, ainsi que des plans mentionnant l'emplacement des organes de sécurité et des coupures d'urgence des installations.

Ce document comprend également les fiches de sécurité des produits chimiques présents sur le site et les fiches de fonction des personnels du site en cas d'accident ou d'incident.

Ce document est réalisé sous format informatique et transmis au SDIS pour étude et avis sous 3 mois après mise en service des installations.

Constats :

Le présent examen est réalisé au regard des documents transmis par l'exploitant à l'issue des visites d'inspection réalisées sur le site, notamment celles des 14 octobre 2025 et 24 février 2026.

L'analyse a été conduite principalement sur la base des éléments documentaires transmis par l'exploitant, par sondage sur les pièces communiquées et sur les éléments identifiés comme pertinents au regard de la prescription relative aux moyens de lutte contre l'incendie.

Les documents transmis comprennent notamment :

- le document intitulé « Procédures d'intervention en situation d'urgence sur le site de méthanisation - Biogaz d'Arcis - site d'Ormes », daté du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026 ;
- un procès-verbal d'essai du poteau incendie daté du 7 février 2020, transmis à l'issue de la visite du 14 octobre 2025.

Au regard de ces éléments, les points suivants peuvent être relevés.

1. Moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours

Le document « Procédures d'intervention en situation d'urgence » du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, prévoit les modalités d'alerte des secours.

Il mentionne notamment l'appel des services de secours (18 ou 112) ainsi que les coordonnées des responsables du site et des numéros d'astreinte.

Ces éléments décrivent les modalités d'alerte des services d'incendie et de secours.

2. Plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours

Le document du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, comprend plusieurs plans des installations :

- un plan de situation du site ;
- un plan général du site ;
- un plan localisant les organes de sécurité et de secours ;
- un plan de zonage ATEX ;
- un schéma du réseau biogaz et des vannes de coupure.

Ce document comprend également une description des activités du site et des principaux risques identifiés (incendie, explosion, dispersion d'H₂S).

Ces éléments permettent d'identifier l'implantation des installations et les principaux dangers associés.

3. Présence d'extincteurs répartis sur les installations

Le plan de localisation des organes de sécurité et de secours, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, indique la présence d'extincteurs répartis sur les installations.

La présence d'extincteurs est ainsi mentionnée dans les documents transmis.

4. Réserve incendie

Le document « Procédures d'intervention en situation d'urgence » du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, mentionne la présence sur le site :

- d'une réserve incendie d'un volume d'environ 400 m³ ;
- équipée d'un point d'aspiration aménagé.

L'existence de cette réserve incendie a également été constatée lors de la visite du 24 février 2026.

5. Justification de la disponibilité du débit d'eau

L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite du 14 octobre 2025, un procès-verbal d'essai du poteau incendie daté du 7 février 2020, indiquant un débit mesuré de 66 m³/h à 1 bar.

6. Dispositif de sprinklage du casier de stockage des issues de céréales

La prescription prévoit la présence d'un dispositif de sprinklage dans le casier de stockage des issues de céréales.

Aucun document transmis ne mentionne la présence d'un tel dispositif.

L'existence de cet équipement n'a pas fait l'objet d'une vérification spécifique dans le cadre du présent contrôle.

7. Point d'aspiration sur la réserve incendie

Le document du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, mentionne la présence d'un point d'aspiration aménagé sur la réserve incendie.

8. Accessibilité et signalisation du point d'aspiration

Les documents transmis mentionnent l'existence d'un point d'aspiration sur la réserve incendie.

Toutefois, aucun document transmis ne permet de vérifier les modalités précises d'accessibilité, d'aménagement de l'aire de stationnement ou de signalisation prévues par la prescription.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une vérification spécifique dans le cadre du présent contrôle.

9. Réception des équipements par le SDIS

La prescription prévoit que les équipements de lutte contre l'incendie soient réceptionnés par le service d'incendie et de secours lors de la mise en service des installations.

Cet aspect n'a pas fait l'objet d'une vérification spécifique dans le cadre du présent contrôle et aucun document transmis ne permet d'attester de cette réception.

10. Fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie en période de gel

Le document du 16 avril 2025, transmis à l'issue de la visite du 24 février 2026, indique que la réserve incendie est maintenue hors gel.

11. Vérification périodique et maintenance des équipements incendie

Au titre de la maintenance des équipements, l'exploitant a transmis, à l'issue de la visite du 14 octobre 2025, le procès-verbal d'essai du poteau incendie du 7 février 2020.

Aucun autre document transmis ne permet d'attester de la vérification périodique ou de la maintenance des équipements de lutte contre l'incendie, notamment des extincteurs.

12. Document d'intervention

L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite du 24 février 2026, le document intitulé :

« Procédures d'intervention en situation d'urgence sur le site de méthanisation - BIOGAZ D'ARCIS - site d'ORMES », daté du 16 avril 2025.

Ce document décrit :

- les modalités d'alerte des secours ;
- les modalités d'intervention du personnel du site ;
- les procédures en cas d'incendie, d'explosion ou de fuite de gaz ;
- la localisation des organes de sécurité et des coupures d'urgence.

13. Fiches de sécurité des produits chimiques

La prescription prévoit que le document d'intervention comporte les fiches de sécurité des produits chimiques présents sur le site.

Le document transmis ne comporte pas ces fiches.

La présence de fiches de données de sécurité sur le site n'a toutefois pas fait l'objet d'une vérification spécifique dans le cadre du présent contrôle.

14. Fiches de fonction du personnel en cas d'accident ou d'incident

La prescription prévoit la présence de fiches de fonction du personnel en cas d'accident ou d'incident.

Aucun document transmis ne permet d'attester de l'existence de ces fiches.

15. Transmission du document d'intervention au SDIS

La prescription prévoit que le document d'intervention soit transmis au SDIS pour étude et avis dans un délai de trois mois après la mise en service des installations.

La transmission de ce document au SDIS n'a pas fait l'objet d'une vérification spécifique dans le cadre du présent contrôle et aucun document transmis ne permet d'en attester.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2016, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre des mesures prévues dans l'étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2014307-001 du 03 novembre 2014 est abrogé et remplacé par le contenu suivant :</p> <p>Les équipements de méthanisation, d'épuration, de compression et de combustion de biogaz sont indépendants des locaux à usage de bureaux, à l'exception des locaux techniques associés aux dits équipements et nécessaires à leur fonctionnement.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les espaces confinés et les locaux (épuration du biogaz et chaudière de combustion du biogaz) dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.</p> <p><i>L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, et figurant sur le plan annexé au présent arrêté.</i></p> <p>Notamment :</p> <p>Les digesteurs sont des ouvrages incombustibles en béton, équipés soit de toits-béton munis d'évents avec clapet anti retour, soit de toits-membrane munis de soupapes de sécurité. Un contrôle hebdomadaire s'assure de l'absence d'encrassement des événements,</p> <p>les cuves de maturation, en béton et toits-membrane, sont munies de soupapes de sécurité.</p> <p>La chaudière et le moteur de co-génération sont situés à plus de 10 mètres de toute installation mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, ou disposés dans un container en acier incombustible avec parois coupe-feu.</p> <p><i>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue des visites sur site des 14 octobre 2025 et 24 février 2026, et sur la base des documents transmis par l'exploitant, il a été constaté que certains éléments relatifs à la sécurité et à l'entretien des équipements du site de méthanisation ont été suivis et documentés :</p> <ul style="list-style-type: none">• Formations du personnel : M. Valentin VASSAUX a suivi une formation extincteur le 30/01/2024 (durée 1 h 30, recyclage tous les 3 ans). M. Geoffrey DROUIN et M. Valentin VASSAUX ont suivi une formation aux Robinets d'Incendie Armés (RIA) le 28/11/2025 (durée 1 h, avis favorable aux tests finaux).• Procédure d'intervention en situation d'urgence : la version du 16/04/2025 précise que quatre salariés interviennent sur le site.• Points sécurité internes pour 2025 : ces documents détaillent le suivi des actions de prévention sur le site.• Maintenance des équipements : les tableaux hebdomadaires de maintenance ont été examinés par sondage pour la période août → octobre 2025 afin de vérifier certaines interventions sur les équipements du site de méthanisation :

- **Compresseurs** : nettoyage et vérification des purgeurs de vapeur.
- **Brasseurs** (côté maturation et côté silo) : graissage des paliers.
- **Presses et rotacuts** : entretien régulier.
- **Digesteurs et cuves de maturation** : inspection des toits, membranes et soupapes de sécurité.
- **Chaudière et moteur de co-génération** : contrôle systématique.

Toutes les interventions sont notées dans des tableaux hebdomadaires (date + personnel intervenant), ce qui permet de visualiser rapidement quels équipements ont été contrôlés, quelles opérations ont été effectuées et à quelle fréquence, offrant ainsi une lecture claire et immédiate de l'entretien de l'ensemble des installations critiques.

Il ressort de ces éléments que :

- Deux salariés disposent d'une formation RIA et un salarié dispose également d'une formation extincteur.
- La procédure d'intervention est documentée.
- Les points sécurité internes sont documentés.
- Aucun document transmis n'atteste d'une formation complète pour l'ensemble du personnel, certains salariés ne disposant pas de formation documentée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dépollution du tertre de traitement des terres contaminées (biopile)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des sols pollués / dépollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Coopérative de déshydratation d'Arcis sur Aube est tenue d'assurer le suivi et l'entretien du tertre de traitement des terres contaminées en :</p> <ul style="list-style-type: none">• redynamisant la décontamination, par homogénéisation et mélange des terres contaminées et ajout de compost pour réactiver la flore microbienne sur l'ensemble du tertre• en couvrant par une bâche la zone de dépollution• En réalisant un suivi annuel de la zone jusqu'à obtention d'une teneur résiduelle en hydrocarbures totaux, inférieure à 1 000 mg/kg et d'une teneur résiduelle en HAP inférieure à 50 mg/kg. Ce suivi fera l'objet d'un compte-rendu à l'achèvement de la décontamination des terres polluées.
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de la visite du 14 avril 2025 et sur la base du rapport « Dossier Ouvrages Exécutés - Biopile SCARA » établi par ORTEC-SOLEO (version 1, 10 février 2025), il a été constaté que :</p> <p>Redynamisation de la décontamination et homogénéisation des terres contaminées : les terres ont été sondées, terrassées et mélangées conformément au phasage du chantier indiqué dans le rapport et documenté dans les journaux de chantier et les BSD.</p> <p>Couverture de la zone de dépollution : la zone a été recouverte par bâches et géotextiles pendant les opérations, comme indiqué dans le rapport et les photographies annexées au DOE.</p> <p>Suivi annuel de la zone : aucun document transmis ne permet d'attester d'un suivi annuel post-travaux pour vérifier la teneur résiduelle en hydrocarbures et HAP.</p> <p>Compte-rendu à l'achèvement de la décontamination : le procès-verbal de réception du 07 février 2025 formalise la réception des travaux sans réserve. Les registres de réception REC25003T-1 à 4 et les BSD attestent des volumes évacués et des filières de traitement utilisées, et les comptes-rendus journaliers documentent les opérations quotidiennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Enlèvement ou élimination des produits dangereux, matières polluantes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2012, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément des produits déjà évacués listés dans l'étude environnementale de mai 2012, la Coopérative de déshydratation d'ARCIS-SUR-AUBE doit en outre, dans un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• assurer l'élimination ou l'enlèvement des produits non utilisés ou dangereux encore présents sur le site• vider, nettoyer, inertiser et démonter le cas échéant les cuves et citernes• nettoyer/curer les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbure• assurer le démontage des cheminées et du silo de stockage de lignite <p>Les déchets et produits dangereux évacués feront l'objet d'une attestation d'enlèvement par l'organisme mandaté. Ces documents seront transmis à l'inspection des installations classées le mois suivant leur exécution.</p> <p>En cas de déblais, les terres excavées au Nord Ouest du site à proximité des anciennes fosses, et celles à l'Est du site à proximité de la chaufferie, seront envoyées dans des filières de traitement adaptées.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de la visite du 14 avril 2025 et sur la base du rapport « Dossier Ouvrages Exécutés - Biopile SCARA » établi par ORTEC-SOLEO (version 1, 10 février 2025), il a été constaté que :</p> <p>Élimination ou enlèvement des produits non utilisés ou dangereux encore présents sur le site :</p> <p>le rapport indique que l'ensemble des produits et matériaux concernés a été pris en charge et évacué vers des filières adaptées, avec suivi documentaire consigné dans le DOE. Aucune information complémentaire ne permet d'attester de la présence ou de l'élimination de produits résiduels non documentés.</p> <p>Gestion des déblais excavés : le rapport DOE précise que les déblais excavés au Nord-Ouest du site, à proximité des anciennes fosses, et à l'Est du site, à proximité de la chaufferie, ont été acheminés vers des filières de traitement adaptées, comme consigné dans le DOE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite